

L'ENTREPRISE, UN LIEU PRIVILÉGIÉ D'INTERVENTION

« Ici Nancy. Les participants à la Conférence nationale entreprises du Parti socialiste unifié sont attendus au salon d'honneur, à l'entrée de la gare ». Cette annonce un peu inhabituelle, répétée au micro à l'arrivée de chaque train, donne une idée de la qualité de l'accueil que les camarades de Meurthe et Moselle ont réservé aux militants Entreprises du Parti. Le bon déroulement de la conférence leur doit beaucoup ainsi qu'à leur organisation.

Il est vrai que les camarades lorrains tenaient beaucoup à ce que cette rencontre se déroule chez eux. Et la lutte de la Lorraine a été présente tout au long de nos travaux.

C'est d'ailleurs à partir des luttes que s'est ouverte la Conférence. Prenant place à la tribune autour de Pierrot Régnier, des délégués sont venus exprimer les conflits dans lesquels ils sont engagés : EDF, PTT, SNCF, sidérurgie,

etc. Charles Piaget nous a fait le point sur la lutte des Lip. Et de nombreux autres camarades sont venus enrichir l'analyse de la situation politique présentée par Gilbert Pallier.

Après de courtes introductions aux débats, la centaine de délégués s'est répartie en trois commissions de travail ; — la bataille pour l'emploi, — la nature du travail et la classe ouvrière aujourd'hui, — l'intervention du P.S.U. dans les entreprises.

De ces débats fort riches sont sortis des rapports de commission qui seront précieux pour la suite des travaux du secteur Entreprises. Ils seront publiés dans le prochain numéro de *Luttes*, le journal de la C.N.E.

La matinée du dimanche, démarrée par les rapports de commission a été marquée par l'intervention de Huguette Bouchardeau. Nous en publierons également

de larges extraits dans *Luttes*. La conférence procéda ensuite à la désignation de la nouvelle Commission nationale Entreprises qui désigna à son tour son secrétariat.

Les débats reprirent dimanche après-midi pour aboutir à l'adoption de la résolution générale qui constitue l'édito de ce T.S.

Gilbert Pallier enfin, tirant quelques conclusions sur nos travaux, rappela l'importance d'un réel travail entreprises et du lien toujours plus important entre les luttes dans et hors entreprises.

La 7^e Conférence nationale Entreprises aura donc été une excellente rencontre de travail. Mais elle sera surtout un nouveau point de départ pour le secteur Entreprises du parti, bien décidé à poursuivre sa réorganisation, dans et avec tout le P.S.U.

Albert ROSSE

Réunis à Nancy en Conférence nationale, les 27 et 28 octobre 1979, les militants entreprises du P.S.U. ont confronté leurs analyses sur la période actuelle et leurs pratiques d'action, dans la perspective de la construction de l'Unité populaire devant permettre l'instauration d'une société socialiste autogestionnaire.

Un an et demi après l'échec électoral de mars 1978, la classe ouvrière est encore profondément marquée par ce qui a été majoritairement ressenti comme un coup d'arrêt aux perspectives de changement. La difficulté de l'action syndicale continue de paralyser la mobilisation des travailleurs en une période où la politique d'austérité du gouvernement nécessiterait une riposte massive et unitaire. En effet, jamais la situation sociale n'a été aussi difficile et les attaques du pouvoir aussi violentes :

- plus d'un million et demi de chômeurs ;
- des industries et des régions entières condamnées à la disparition ;
- la baisse du pouvoir d'achat, particulièrement importante pour les bas salaires ;
- la remise en cause des acquis ;
- l'attaque contre de nombreux services publics ;
- les atteintes à la protection sociale : Sécurité sociale, ASSEDIC... ;
- la répression.

QUI PAYE LA CRISE ?

La restructuration capitaliste continue à se faire sur le dos des travailleurs. Les choix industriels sont faits sur le seul critère de rentabilité économique, sans qu'il soit tenu compte le moins du monde des conditions de vie et de travail de ceux qu'ils emploient... ou cessent d'employer, au gré des bénéfices. Les choix énergétiques sont imposés de la même manière alors que le nucléaire fait la preuve en ce moment même du danger qu'il constitue tant pour ceux qui y travaillent que pour l'ensemble de la population.

Le pouvoir veut faire payer la crise à l'ensemble des travailleurs, et tout particulièrement aux ouvriers et aux employés non ou peu qualifiés. Dans ces catégories, les femmes de tous âges, les jeunes, les immigrés sont en majorité. De plus, les oppressions particulières que subissent ces diverses couches de la population les rendent particulièrement fragiles face aux attaques dont ils sont victimes en tant que travailleurs.

Les immigrés sont particulièrement attaqués par les lois racistes Bonnet-Stoleru.

Les jeunes n'ont aucune perspective professionnelle en relation avec leur formation. Ils doivent accepter le travail précaire, intérimaire : ce que viennent « officialiser » les différents stages Barre pour l'emploi.

Les femmes : qu'elles soient à la recherche d'un premier emploi ou qu'elles souhaitent reprendre le travail après avoir élevé leurs enfants, se trouvent logées à la même enseigne. C'est bien en tant que « travailleuses » qu'elles sont ainsi attaquées et ceci vient s'ajouter aux attaques qu'elles subissent en tant que femmes. La reconduction de la loi Veil sans la moindre amélioration répond aussi, entre autres, à cette « nécessité économique » invoquée par la bourgeoisie pour ramener une part importante des femmes au foyer.

Ainsi, ces différentes lois ou mesures restrictives visent à faire quitter la production à ces couches de travailleurs que le capitalisme utilise quand son profit le demande.

LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le patronat, après avoir longtemps tiré profit de l'exploitation directe du travail d'un maximum de salariés, s'est en outre attribué aujourd'hui un autre « créneau » dans la nouvelle division internationale du travail. Les mises au chômage massives de travailleurs correspondent au choix d'utiliser le progrès technique dans le seul sens de la rentabilité, de briser la combativité ouvrière et d'imposer l'austérité.

Ainsi, l'accélération de l'informatisation de tous les secteurs d'activité amène et va amplifier la mainmise de la bourgeoisie sur l'outil de travail d'une façon irréversible. Ce qui va aggraver dans les toutes prochaines années :

- la déqualification et la parcellisation des tâches ;
- les suppressions de postes et le « chômage organisé ;
- l'atteinte à la santé des travailleurs (vue, bruit, dépression...);
- l'utilisation comme arme anti-grève (le double des informations, l'interconnexion des fichiers, et la sous-traitance permettent le remplacement de l'ordinateur immobilisé par un autre) ;
- le flicage de la population (conséquence la plus immédiatement visible mais qui a pu faire oublier les effets non moins importants énumérés ci-dessus).

Le chômage résulte de ces choix mais n'est cependant pas leur seul effet. Les « privilégiés » qui ont du travail sont en droit d'être particulièrement inquiets sur la nature et les conditions de ce travail. De nombreux travailleurs sont déjà obligés d'accepter des statuts plus que précaires : intérim, travail temporaire, temps partiels, vacations, etc. La fonction publique et les secteurs assimilés sont eux aussi touchés, ce qui constitue un fait sans précédent et remet en cause le statut de 1945.

L'UNITÉ POPULAIRE

Toutes ces transformations du processus de travail entraînent une transformation des rapports entre les différentes couches sociales traditionnelles et une transformation de ces couches elles-mêmes. L'analyse des différentes classes sociales ne peut plus se faire sur les seuls critères retenus jusqu'à présent. A terme, c'est la composition même de la société qui sera bouleversée par la mutation actuelle du système capitaliste.

D'où l'actualité pour nous d'œuvrer à la construction d'une réelle Unité populaire anticapitaliste. Issue des luttes dans et hors l'entreprise, l'Unité populaire se réalisera autour d'un projet de société, le socialisme autogestionnaire.

Alors qu'il y a 10 ans le P.S.U. était le seul à choisir la voie de l'autogestion, aujourd'hui cette perspective est devenue la référence commune à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Il est donc important que s'ouvre un débat entre toutes ces organisations, aussi bien sur l'autogestion elle-même que sur la stratégie et les moyens nécessaires pour y parvenir.

NOS INTERVENTIONS PRIORITAIRES

Favoriser les conditions de l'unité d'action à tous les niveaux est nécessaire pour engager la dynamique dans laquelle les travailleurs eux-mêmes apporteront des réponses de classe face à l'austérité et pour enclencher un processus révolutionnaire de transformation de la société. Le P.S.U. continuera d'agir en ce sens.

Le P.S.U. fait des 35 heures son objectif dans la perspective centrale de la bataille pour l'emploi et pour le partage du travail. Mais il n'est pas question d'en revendiquer l'application par palliers progressifs car c'est justement l'établissement des 35 heures, sans transition par des horaires intermédiaires qui créerait un nombre d'emplois

important. Sinon le patronat se rattraperait par l'augmentation des cadences et rien ne serait acquis en manière de création d'emplois. C'est aux travailleurs, avec leurs organisations syndicales, d'en déterminer les modalités concrètes dans les entreprises.

Le P.S.U. propose que la réduction du temps de travail soit l'occasion d'une réorganisation du rythme de travail et de vie², 1 heure de moins par jour, 1/2 journée de libre par semaine, plutôt qu'allongement du week-end ou des vacances.

Travailler au pays pour vivre au pays implique des créations d'emplois fondées sur des alternatives régionales :

- qui s'opposent aux transferts vers l'étranger de secteurs entiers (transferts qui entretiennent et développent la dépendance du Tiers-Monde);
- qui ne se contentent pas de prendre en compte la seule notion de « rentabilité financière »;
- qui développent des productions utiles en fonction des besoins humains dans les entreprises, les quartiers, les campagnes.

Cet objectif de développement alternatif des régions, objectif prioritaire du secteur Entreprises du Parti, sera un axe de lutte pour l'ensemble du P.S.U. Notre travail s'appuiera entre autres sur les élus municipaux du parti qui, de par leurs responsabilités, pourront jouer un rôle précieux dans l'élaboration des plans régionaux.

Cette élaboration commune amorcera de nouveaux rapports de confrontation et de travail entre les municipalités de gauche, les organisa-

tions de masse et l'ensemble de la population. Cet objectif de développement alternatif des régions permettra aussi de faire le lien entre les problèmes d'entreprise, ceux de la cité et de l'ensemble de la société dans le cadre d'une planification nationale.

LE CONTROLE OUVRIER

D'une façon générale, les militants entreprises du P.S.U. impulseront les luttes qui vont dans le sens du contrôle ouvrier sur la production, les conditions de travail, les salaires, la hiérarchie, la formation permanente, et se concrétisant par :

- l'autoréduction des cadences, du temps de travail, le refus des heures supplémentaires;
- la mise en cause de toutes les inégalités;
- la volonté de produire autre chose et autrement afin de vivre mieux dans l'entreprise et la société.

De même le P.S.U. propose que le contrôle des travailleurs s'effectue sur le fonctionnement de l'A.N.P.E. En effet, le gouvernement a détourné celle-ci du rôle de service public qu'elle aurait dû assurer et en fait un instrument vexatoire et répressif. Tout est fait pour décourager les demandeurs d'emploi de faire valoir leurs droits. Le P.S.U. propose donc que dans chaque agence soient affectés des militants des organisations syndicales : leur présence sur place permettra de renseigner les chômeurs et de les aider à faire valoir leurs droits tant à l'A.N.P.E. qu'aux ASSEDIC.

Ce travail de défense des droits des chômeurs sera rémunéré par les pouvoirs publics mais placé sous la responsabilité des organisations syndicales.

LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES

La 7^e Conférence nationale Entreprises du P.S.U. salue et soutient l'ensemble des travailleurs actuellement en lutte : à Alsthom-Belfort, à Merlin-Gerlin, dans les P.T.T., la S.N.C.F., etc. Ils démontrent une volonté de lutte dans ces entreprises du secteur privé comme du secteur public et nationalisé.

Elle appelle les militants du P.S.U. à soutenir et à développer ces luttes.

La 7^e Conférence Entreprises appelle l'ensemble des militants du P.S.U. à faire de l'entreprise un lieu privilégié d'intervention, en militant dans les organisations syndicales et en développant l'intervention autonome du Parti qui ne doit pas être réduite aux problèmes internes à l'entreprise. Car conditions de travail, loisirs, vie familiale, consommation, ne sont pas des compartiments étanches de nos vies mais sont une lutte unique que nous menons en voulant « VIVRE, PRODUIRE, TRAVAILLER AUTREMENT ».

Résolution de la 7^e Conférence nationale Entreprises P.S.U.

CONTRIBUTIONS

RAPPEL POUR LE CONSEIL NATIONAL

Ordre du jour : se reporter à la lettre du B.P. du 13 septembre.

Directives n° 32.

Lieu : mairie du Havre.

● Accueil et début des travaux le samedi 17 novembre à 14 heures. Les militants du parti ont à voter :

1. Les rapports d'activité national et fédéral.
2. Les textes d'orientation (Courrier du P.S.U. n° 28).

Ainsi que les amendements éventuels. Il est rappelé que statutairement sont soumis à la prise en considération les textes d'orientation ayant recueilli au moins 30 signatures dans 4 fédérations différentes. La commission de préparation du Conseil a reçu ces 30 signatures pour les textes n° 1, 2, 3, 4 qui sont donc soumis au vote de prise en considération des sections et fédérations.

3. Les élus : une résolution particulière devrait être adoptée par le Conseil, elle sera élaborée à partir des rapports des réunions régionales et des diverses contributions à la discussion. Il est rappelé que a D.P. a décidé que tous les élus sont invités au Conseil national.

4. La désignation du candidat à l'élection présidentielle.

5. Les modifications statutaires, objet du congrès extraordinaire au sein du Conseil national.

6. La désignation des délégués de la fédération au Conseil.

Chaque fédération recevra directement du trésorier national l'information concernant le nombre de ses mandats et des délégués auxquels elle a droit; ceci en fonction des cartes rentrées et des cotisations payées (Il timbres mensuels).

LE TEMPS DE TRAVAIL... Les 35 HEURES

Si actuellement il faut privilégier le mort d'ordre 35 heures... immédiatement et sans paliers successifs... cela ne saurait suffire comme mot d'ordre politique. Pour le P.S.U. Il ne s'agit pas de produire pour travailler. Dans une majorité de domaines, la croissance du volume des produits offerts, sert, non plus à mieux satisfaire les besoins à un coût décroissant pour l'utilisateur, mais à imposer des dépenses croissantes pour un niveau de satisfaction qui tend à diminuer. On peut produire plus et mieux en travaillant moins. Il n'y a plus véritablement de problème de production, mais un problème de distribution et de partage équitable des richesses produites ainsi que de répartition équitable du travail socialement utile. Cela suppose bien entendu d'abord un contrôle populaire sur ce qu'on produit, ensuite une rupture brutale avec le système... mais pour un parti il faut des objectifs.

Pierrot CLEMENT, Moselle

Il est évident que la gauche traditionnelle n'offre pas d'alternatives aujourd'hui à un pouvoir qui ne cesse de montrer son arrogance et son mépris des travailleurs...

Dans une situation où la droite porte des coups constants, sévères, renouvelés à la classe ouvrière, pourquoi n'y a-t-il pas de réactions ? pour quelles raisons les partis de gauche paraissent-ils aussi « pâles », ternes, voire inutiles ? En fait, après la défaite de mars 1978, la gauche n'a pas su offrir un programme alternatif à celui de Giscard et Barre. On peut même se demander si elle ne s'est pas rendu compte que le Programme commun n'aurait, peut-être, pas pu offrir mieux ! Mais alors pourquoi cet absence totale d'oppositions ?

Le Parti socialiste ne semble vivre et existe que pour les élections de 1981. Mitterrand, Rocard, Rocard ou Mitterrand ? drôle d'alternatives. Rocard pourquoi faire ? Mitterrand pour quoi faire ? pour proposer quoi au français... c'est la seule question importante. C'est vrai il me semble que Rocard offre une meilleure image de marque à l'extérieur du P.S. mais pourquoi ne rien proposer ? pour éviter de se couper du P.S. ? pour que Mitterrand se casse la figure une fois de plus en 1981.

Le Parti communiste retourne à ses beaux jours d'avant 1972 où le P.C. ne semble vivre que pour lui-même... On se lance dans des attaques « ordures » préférant Giscard au Parti socialiste. On se lance dans une politique de « misérabilisme ». On ne propose pas d'avancer, on ne propose pas de perspectives mobilisatrices mais une sorte de défense « syndicale », de magma de toutes les revendications...

L'extrême-gauche se restructure en s'amenuisant. Le militantisme se fait rare. Bokassa déposé par la France et Dacko amené par la France et l'on observe et il ne se passe rien. Seul le *Canard Enchaîné* se préoccupe et s'indigne que la France puisse aussi impunément afficher ses actions impérialistes... Seule l'interruption volontaire de grossesse de l'initiative du P.S.U., du planning familial et du MLAC fait recette mais sur des bases qui se veulent proches du « radicalisme italien » on se voit pour quelques heures de manifestation et on se sépare ensuite...

Alors qui peut offrir aujourd'hui une perspective politique cohérente et mobilisatrice ? seuls les syndicats, et notamment la CFDT, paraissent en mesure de le faire.

Face à l'inexistence de la gauche, face au souci uniquement électoraliste et souvent personnel de ses dirigeants, il apparaît nécessaire qu'il y ait une candidature unique des autogestionnaires, seule capable de redonner un élan au mouvement ouvrier. Dans ce cadre-là, cette candidature ne peut être que celle d'un dirigeant de la principale force autogestionnaire en France : la CFDT et sans doute de plus, connu et du plus politique, E. Maire. Il faut donc créer dès aujourd'hui un comité pour la constitution d'un mouvement de la Gauche autogestionnaire, réaligner autour de cette candidature, la cristallisation politique nécessaire aujourd'hui à l'avenir du mouvement ouvrier.

F. BOLLON, 69

SIGNATURES TEXTE 4

Bollon (69), Fayolle (69), Camouis (75), Thomas (75), Claret (75), Boulet (75), D. Briand (57), R. Kempf (57), L. Kempf (57), Ostogorsk (57), R. Klau (57), G. Schuaeffer (57), D. Solysrak (57), cuny (25), Lude (25), Fontaine (94), Madaule (94), Kay (92), Gelli (92), Merillon (92), P. Tresse (52), Chardon (93), Melle (14), Grillot (53), Calmettes (67), Fessler (67), Beck (67), Montpeysen (82), De Chanterac (82), Sourbier (82), Allain (59).

SIGNATURES TEXTE 2

SIGNATURES SUPPLEMENTAIRES

J. Ballouey (54, CNE), G. Blanc (Sidérurgiste Neuves Maisons, CNE), Viviane Cartalrade (DPF Paris), J.M. Dalle (BF, Nord-P. de C.), C. Dancette (BF Nord, CNE), J.C. Demallly (Meuse), J.M. Laurent (Vitry-sur-Selne), Pierrette Metra (Paris 13^e), J. Maso (Isère, CNE).

SIGNATURES SUPPLEMENTAIRES TEXTE 1.

R. Lebeau (Paris), J.-P. Hébert (secrétaire fédéral (Haute-Normandie), T. Billot (B.F. Somme), Michel Bouichou (B.F. 93), Michèle Bouichou (conseiller municipal, Sevrans 93), C.L. Weidman (D.P. Haute-Marne) et M. Domenc (B.F. Midi-Pyrénées).

NONI

Certains camarades (du Rhône, pour préciser) réenfourchent dans un amendement, présenté à trois textes préparatoires au Conseil, le vieux cheval de retour du Soutien P.S.U. à la candidature de Rocard. Par rapport à cette proposition, quelques remarques rapides et simples suffisent. Le P.S.U. devra soutenir au second tour le seul candidat de gauche restant en lice et tout faire pour qu'il batte Giscard. Mais si dès le premier tour il donnait son appui au candidat du P.S. — c'est de cela qu'il s'agit — il disparaîtrait en fait de la carte politique. Il s'effacerait ainsi aux deux sens du mot. Souvenons-nous de ce qu'a côté au P.S.U., l'alignement sur la candidature de Mitterrand en 1974, et encore, il s'agissait alors de soutenir le seul candidat de la gauche et non le candidat du P.S. (ou même le candidat à la candidature au sein du P.S.). NE REPETONS PAS TOUJOURS LES MEMES ERREURS. Signé : CYMERMAN, DEMALDENT, COLBERG, JAYET, ROUSSEAU, SCHULBAUM.

REGLONS (VITE) LES PROBLEMES BUREAUCRATIQUES ET PASSONS AUX VRAIS DEBATS

J'ai lu, relu, et encore relu les textes proposés par le Conseil national, parce que je n'étais pas sûr d'avoir bien compris. Mais si. C'était donc cela, les clivages irrémédiables qui ont bloqué la D.P. pendant des mois, jeté la suspicion sur la capacité du Bureau à animer le parti et menacé d'une crise conduisant à un Congrès extraordinaire ? Bizarre, bizarre... Plus précisément, deux impressions dominent après lecture.

1. Personne ne manque d'idées pour améliorer le fonctionnement, augmenter l'audience et dynamiser les campagnes du P.S.U. Tout cela, qu'il s'agisse des critiques ou des propositions, est même largement convergent. Fort bien : l'émulation entre « sensibilités » stimule l'imagination, espérons qu'il en sera de même pour l'application des propositions... à commencer par les camarades signataires, dans leur fédération, à la D.P., au B.P. Mais on ne va quand même pas casser le Parti pour ça. Par exemple, chaque sensibilité est prolifique en conseils sur ce que doit faire le secteur entreprises ; et quand la C.N.E. se réunit à Nancy, elle travaille sans la moindre référence à ces sensibilités !

2. Quant aux clivages politiques fondamentaux, en dehors d'appréciations divergentes sur la campagne des élections européennes, que sont-ils devenus ? Pour notre part, dans le texte 1 nous avons tenté de reformuler les axes principaux de la ligne politique du P.S.U. Mais quelle différence, dans les textes 2 et 3, entre la virulence dans ce qu'on dit et la modération dans ce qu'on écrit ! Certes, le texte 2 refuse que la recherche de l'unité d'action soit « rangée au musée archéologique ». Et le texte 3 fustige ceux qui « confondent insertion dans le mouvement ouvrier et suivisme ». Comme nous ne nous recon naissons ni dans l'une ni dans l'autre critique, il faut convenir que ces deux textes polémiquement entre eux... par-dessus le nôtre. Cependant, à s'en tenir à ce qui est écrit, chacun peut protester d'un procès d'intention à son égard. Et les conclusions pratiques, pour la période actuelle, des grands principes affirmés ressemblent étrangement aux nôtres. Juste des questions d'éclairage. Quel était donc le véritable objet du débat acharné depuis des mois dans les instances nationales ?

Il suffit d'analyser les textes pour le comprendre. Pour les camarades du texte 3 la « rupture de la majorité de Saint-Etienne » semble avoir constitué l'événement politique de la période. Pour ceux du texte 2 (cf. variante B du rapport d'activité), les problèmes du parti renvoient au comportement de « l'équipe dirigeante » dont personne ne les a exclus. C'est donc clair : par leurs insistances sur ces thèmes, les camarades montrent bien qu'ils étaient forcément motivés par des questions de personnes et de sièges ; en émuissant maintenant au maximum leurs contradictions avec « l'équipe dirigeante » ou « une partie de la majorité de Saint-Etienne » (la bonne), ils dévoilent qu'ils attendent du Conseil national une reposition des personnes et des sièges... Tout cela en prenant à témoin les militants de la nécessité d'en finir avec des pratiques déplorables. Eh ! bien oui, il faut changer le Bureau Politique, mais peut-être pas comme ces camarades se l'imaginent. Il faut que le Bureau ne soit plus ce théâtre où quelques acteurs se démentent et où les chœurs psalmodient leur juste ligne. Il faut qu'il soit, certes, pluritendanciel (qui pourrait s'y opposer ? Prenons des camarades qui s'engagent à participer, et à l'animation d'un secteur, et à un travail

collectif d'équipe. Si, comme c'est probable, le texte 1 est majoritaire, j'espère qu'il sera en mesure d'imposer que la désignation par les courants ne se confonde pas avec les dosages de coterie et le copinage. Cela dit, il y a bel et bien un vrai débat politique que réclament les militants. Celui que j'aurais souhaité ouvrir à Saint-Etienne qui porte sur leurs interrogations relatives au rôle et à la place du P.S.U. et qui a vite été relégué au rang des « états d'âme ». On a vu la suite. Il nous faut cesser de nous comporter en victimes de la situation politique à gauche. Victimes, parce que décidément le P.C. et le P.S. s'enfoncent, que les perspectives politiques sont bien sombres, etc. ce dont nous criions volontiers : rien à attendre de la gauche, la politique (politicienne, bien sûr) c'est de la merde, et à quoi ça sert de militer, même au P.S.U., etc. Et si nous prenions le contre-pied de ces réactions ? C'est précisément parce que la situation est celle-là qu'il faut, et une force de gauche différente, et une pratique politique proche des réalités quotidiennes, et une action militante capable d'illustrer notre projet autogestionnaire. Ce n'est pas de l'autogestion, c'est de la sanction concrète des impasses de la gauche traditionnelle. Je ne vais pas détailler ici. Je veux simplement rappeler avec force que c'est l'article 1 de notre politique, et que nous avons parfois curieusement (à tous les niveaux du parti) à passer pudiquement sur cette ambition qui est la nôtre. C'est un travail de longue haleine ? Raison de plus pour le réaffirmer constamment. Nous avons connu des difficultés, des hésitations, des échecs dans cette recherche ? Ça n'interdit pas de tirer les leçons et de la remettre en chantier. Et de ce point de vue, deux questions sont essentielles aujourd'hui :

1. Quels sont ceux qui peuvent être le plus réceptifs à l'expression d'une telle ligne politique ? Dire qu'il ne s'agit probablement pas de ceux des travailleurs que Giscard réserve aux bénéfices du progrès et à qui correspond mieux le discours traditionnel de la gauche, n'est pas s'intéresser uniquement à des marginaux et des mécontents : ces sont des millions de déqualifiés de tous niveaux, de femmes, de jeunes plus ou moins chômeurs, de « gens » qui cherchent à échapper à l'oppression de la société du profit. Il est vrai que le propos de Giscard est de les contenir en les flattant, de les parquer dans une activité subalterne. Raison de plus de jouer notre rôle à leur égard.

2. Comment exprimer cette ligne à l'occasion des élections présidentielles ? Je crois qu'il faut prendre très au sérieux le débat ouvert par des camarades du Rhône (TS n° 837) et surtout ne pas le refermer en les traitant de « rocardiens ». Parce qu'ils partent de remarques justes sur la nécessité de poser « les vraies questions qui concernent la transition dans le contexte présent ». Ces vraies questions, nous aurons à en parler, à en débattre largement, et il y a de fortes chances pour que ce ne soit pas avec les auteurs du « projet socialiste » que nous puissions en débattre le plus fructueusement, mais plutôt avec les militants — C.F.D.T. notamment — susceptibles d'être influencés par Rocard.

Mais si c'est en soutenant une candidature Rocard, nous n'en débattons plus du tout. Parce que ce ne sera pas de la « transition » qu'il s'agira, et parce qu'alors nous ne serons plus là ! Pour débattre, il faut être deux. Dans tous les cas, nous devons avec Huguette Bouchardreau mener une campagne qui sera à la fois l'expression du P.S.U. et la manifestation d'une volonté beaucoup plus large de sortir de la crise à gauche... à gauche. C'est à cela qu'on reconnaît une place, un rôle au P.S.U. Ce que Rocard nous a empêché de faire en 1974 et qui nous a coûté si cher, nous devons le faire en 1981.

Michel MOUSEL •

**Contribution
pour le Conseil national
du Havre,
des 17 et 18 novembre**

OU BIEN, OU BIEN !

Le P.S.U., qui a perdu des adhérents depuis le Congrès d'Amiens, n'existe pratiquement plus en tant que force de proposition politique par son incapacité à développer une ligne politique nouvelle apte à permettre un combat efficace des dominations de classes actuelles. Cette stagnation, voire cet effondrement, ne sont pas dus au hasard. Depuis Amiens, la majorité de la D.P. a maintenu, en dépit des événements, un objectif considéré comme prioritaire par elle : la reconnaissance du P.S.U. comme troisième

force de l'Union de la gauche, dans la perspective « quasi-certaine » de la victoire de la gauche aux élections de mars 1978. Confrontée à la rupture intervenue entre le P.C. et le P.S., cet « objectif prioritaire » s'est effondré laissant la majorité de la D.P. sans stratégie de rechange entraînant ainsi l'effondrement politique du P.S.U. et l'éclatement de cette majorité en deux tendances antagoniques. Pour certains, il faut créer une sorte de « Parti radical à l'italienne » en fédérant les « nouveaux mouvements sociaux ». A terme, un tel parti perdrait toute référence politique se contentant ainsi d'être le représentant national des mécontents en laissant le terrain politique aux seuls « partis responsables » (P.C. - P.S.). Pour d'autres, il faut envers et contre tout, reconstruire l'Union de la gauche... sur d'autres bases c'est évident ! En somme il s'agit d'imposer le « front unique

ouvrier » au P.C. et au P.S. Mais pour cela nul besoin du P.S.U. ! L'O.C.I. fait très bien l'affaire ! Il n'y a qu'à y adhérer en « masse » et, l'on pourra tout à loisir célébrer des messes incantatoires à l'intention des deux grands « partis ouvriers » pour qu'ils retrouvent le droit chemin. Alors, ras-le-bol de ces discours creux, répétés de congrès en conseils et qui n'ont jusqu'à présent abouti qu'à un seul effort (efficace celui-là !) : l'effondrement du P.S.U. et sa disparition à terme ! Ou bien le Parti continu sur cette voie et l'on pourra parler du P.S.U. au passé, ou bien il adopte une attitude claire et précise, applicable immédiatement et, une chance lui est offerte de retrouver une capacité d'intervention lui permettant d'influer sur les événements. Qu'il commence enfin à tenir compte des analyses du courant communiste autogestionnaire en adoptant notamment ses trois propositions de cam-

pagne et il aura posé le premier jalon d'une ligne autogestionnaire fondée sur les intérêts des exécutants. Camarades ! L'heure n'est plus aux hésitations. Il y va de la rénovation du P.S.U. par sa transformation en force politique au service des exécutants. Il y va de la clarification indispensable du concept « d'autogestion socialiste », qui, sans cette transformation de notre part, laissera les deux lignes (compétents et exécutants) antagoniques cohabiter sous ce terme sans les faire éclater au grand jour. Il y va de la perspective même du socialisme autogestionnaire comme nécessité historique qui, sans notre intervention, servira de façade pour masquer la domination de classe des compétents.

**Daniel GELLI
U.L. Robinson
Fédération des Hauts-de-Seine (92)**

LUTTES

Entreprises

LE CONFLIT SONACOTRA : POUR UNE NEGOCIATION IMMEDIATE

La semaine dernière la Sonacotra a expulsé d'un foyer de Nanterre 500 résidents, sans que cela entraîne une riposte massive immédiate. La grève des loyers que mènent depuis plusieurs années les résidents des foyers Sonacotra regroupés dans le Comité de coordination, risquent-elle de tourner court par manque de soutien et incompréhension des grandes centrales syndicales ouvrières alors que son intérêt politique est évident dans une période où les familles vivent en H.L.M. se voient contraintes aux impayés par manque de ressources, et soumises elles aussi aux expulsions. Certes les travailleurs immigrés ne sont pas une force électorale, certes ils ont l'audace de ne pas vouloir laisser assumer leur lutte uniquement par les partis politiques et les organisations syndicales qui ne reflètent que partiellement leurs préoccupations. Mais comment ne pas comprendre que cette lutte qui a été animée par 20 000 résidents méritait et mérite toujours une attention soutenue en raison de son caractère de masse et de son importance politique : lutte pour l'égalité des droits, lutte d'usagers contre les mécnaimses capitalistes de tarification. Comment la C.G.T. et la C.F.D.T. au niveau confédéral ont-elles pu par leur participation à la Commission Delmon donner la possibilité au pouvoir de faire croire qu'elles ont cautionné des travaux qui aboutissent de fait à un projet de loi scélérate (Bonnet) permettant d'imposer une loi d'exception à des catégories importantes de la population : travailleurs immigrés — jeunes — handicapés, des situations de ségrégation où l'arbitraire devient légalisé, où les acquis partiels obtenus par la lutte des résidents et cautionnés par la majorité des organisations démocratiques sont remis en cause : droit de visite, statut de locataire, représentation collective, horaire travail logement, employeur salarié, contrôle policier par les gestionnaires. Dans 4 semaines, même si les pouvoirs publics et la direction de la Sonacotra continuent à actionner des milliers de procédures contre les résidents des foyers, l'hiver arrivant, les expulsions ne pourront intervenir. Le P.S.U. appelle toutes les organisations politiques et syndicales à se mobiliser pour imposer une solution négociée du conflit avec le Comité de coordination. Une réédition par la force de ce conflit serait un échec pour l'ensemble de la classe ouvrière.

CHAMBEAU ■

DUCELLIER EN LUTTE

Brassac, Ste-Florine, Vergogheon — région charnière entre la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme, entre Issoire et Brioude, toujours appelée « le bassin minier » bien que les mines y soient fermées depuis bien longtemps. Une seule entreprise importante : Ducellier. Les autres usines ferment les unes après les autres. Ducellier emploie 3 500 personnes (l'usine d'Issoire, à 20 km, emploie 1 800 personnes). Depuis plus de 5 semaines, l'usine de Gros-Mesnil à Vergogheon (1 800 travailleurs) est en grève. Partie d'un atelier de 30 femmes O.S., l'ensemble des travailleurs déposent des cahiers de revendications par atelier. Les grévistes demandent en priorité : 400 F

pour tous, de meilleures conditions de travail, l'abolition de la notion de productivité individuelle. Dès le début du conflit, le personnel horaire ainsi que la maîtrise, ce qui est nouveau chez Ducellier, font preuve d'une grande combativité. Mais la direction réplique en refusant toute négociation, en traduisant les responsables syndicaux devant le tribunal des référés et en brandissant la menace d'un licenciement collectif. L'usine de Ste-Florine (1 500 travailleurs) s'est jointe au mouvement depuis 3 semaines.

La tentative de conciliation ayant échoué, les travailleurs de Gros-Mesnil ont décidé d'occuper à nouveau cette usine. Cette lutte mobilise le bassin, les municipalités d'union de la gauche apportent leur soutien. Les commerçants ont baissé leurs rideaux par solidarité le jour de la manifestation. Mais la solidarité est bien faible dans les autres usines (à l'usine Ducellier d'Issoire, les travailleurs n'ont observé que quelques heures d'arrêt). L'unité syndicale nécessaire pour un tel conflit se réalise assez mal. La C.G.T. est la seule organisation implantée à Gros-Mesnil. Elle prétend que la C.F.D.T., présente à Ste-Florine et à Issoire, freine l'élargissement du mouvement sur le trust et la solidarité sur l'ensemble de la région. Les fédérations des partis de gauche du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire ne veulent pas de riposte unitaire pour des raisons que l'on peut imaginer.

La popularisation de ce conflit et la solidarité des autres travailleurs de la région sont presque nulles.

Pourtant la victoire est à ce prix. La dernière intimidation des patrons est l'organisation d'un référendum et l'envoi d'une lettre à chaque travailleur qui doit répondre à un huissier s'il reprend ou non le travail. Les travailleurs de B2 (Ste-Florine) ont répondu aux patrons en occupant l'usine le 28 octobre. Le P.S.U. s'emploie de toutes ses forces et dans l'unité à développer la solidarité au moment où le tribunal des référés du Puy décide de l'évacuation des 2 usines par les forces de l'ordre.

**P.S.U.
Fédération du Puy-de-Dôme
Section de Brioude ■**

Impôts

L'INJUSTICE DE LA TAXE D'HABITATION

A une semaine d'intervalle, la C.S.C.V. puis la C.S.F. ont tenu une conférence de presse pour dénoncer le poids et l'injustice des impôts locaux. Avec de nombreux exemples de luttes à l'appui, les deux confédérations ont lancé séparément une campagne nationale d'extension des luttes. Pour la C.S.F., plus que les disparités constatées c'est le système d'imposition qui est inacceptable, et ceci pour plusieurs raisons : il n'est tenu aucun compte des ressources des familles (cette injustice est la plus criante) ; la base d'imposition retenue est très contestable dans ses modalités et dans son principe (c'est un impôt qui taxe le seul usage d'un bien) ; le paiement est exigé en une seule fois et il n'est pas tenu suffisamment compte des charges réelles des familles. Pour les syndicalistes familiaux, les ressources des collectivités locales ou nationales ne peuvent avoir que deux provenances : les *revenus* et le *capital*. C.S.F. et C.S.C.V. se prononcent pour la suppression de la taxe d'habitation et pour une refonte complète de toute la fiscalité. Parmi les actions engagées, il faut souligner une lutte d'auto-réduction du paiement des impôts locaux sur l'ensemble de la ville de Caen. Nous y reviendrons dans *T.S. mensuel*.

Michel LOUIS

International

IL Y A 25 ANS...

Le 1^{er} novembre 1954, quelque part dans les Aurès, débutait la lutte armée du peuple algérien pour son indépendance qui devait durer jusqu'en mars 1962... Le peuple algérien perdait 1 million de ses fils — 1 habitant sur 8 —, l'armée française environ 30 000 jeunes soldats victimes d'une politique qu'ils avaient massivement contestée au cours des manifestations d'appelés en 1955-1956...

En novembre 1954, le P.C. avait condamné l'aventurisme des nationalistes algériens, le P.S., pardon la S.F.I.O. se préparait à soutenir l'effort de guerre. En février 1956, le P.C. et la S.F.I.O. votaient les pleins pouvoirs à Guy Mollet pour qu'il mène la guerre à son gré... Le P.S.U. allait naître précisément de cette faillite et de cette trahison des forces politiques du mouvement ouvrier français pour ce qui concerne la lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste. Le P.S.U. fut longtemps seul à mener, à contre-courant, la lutte contre cette sale guerre. Par des initiatives audacieuses, mais évitant l'aventurisme, par des rapports politiques et humains — et, à cette époque, ce dernier mot prenait toute sa signification — avec les militants du F.L.N. à tous les niveaux, sachant favoriser les initiatives avec les organisations de masse, l'U.N.E.F. bien sûr, mais aussi les organisations syndicales ouvrières, le P.S.U. a su mener qui, de très minoritaire qu'il fut à son début, finti par devenir un puissant mouvement de masse, en particulier dans la lutte contre l'O.A.S. Les leçons de cette lutte difficile, exaltante aussi, n'ont pas été toutes tirées, en particulier par les forces traditionnelles du mouvement ouvrier en France. Les difficultés de mobilisation, aujourd'hui, contre l'impérialisme français en témoignent. Le P.S.U. qui sera présent à Alger le 1^{er} novembre 1979 à l'invitation du F.L.N. pour commémorer le 25^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée du peuple algérien, entend rester fidèle à ce qui a fait historiquement sa raison d'être : la lutte indissociable et sans compromissino contre l'impérialisme et pour le socialisme.

**Bureau Politique du P.S.U.
1^{er} novembre 1979 ■**

Femmes

AVORTEMENT : ENCORE BAISE-E-S

Depuis deux, trois ans, création Collectifs Avortement initiative groupes femmes — But : impliquer dans lutte maximum organisations, partis, syndicats et inorganisés — Stop — Depuis un an mobilisation amplifiée — Collectifs surgissent un peu partout réunissant organisations très diverses — Stop — Mais attention, pratique hyper-classique ; débordement par organisations — Système polycasquettes aidant — Stop —

Position P.S.U. : Collectifs à vocation locale — Très efficaces pour imposer rap-

port de forces sur terrain — hôpitaux récalcitrants et/ou municipalités sourdes — Stop — Considérons marche des femmes 6 octobre expression massive et populaire concrétisant affrontement femmes/Assemblée — Mais soutenions par principe toute initiative unitaire — Stop — Très favorables initiative décentralisée Planning-C.F.D.T. 17 novembre — Serons partie prenante partout où possible — Stop — Interrogatifs sur caractère manifestation re-nationale 24 novembre — Edifiés par femmes et collectifs déposés initiative — Avortement et problèmes des femmes mis en veilleuse — Stop — P.S.U. coincé mais apparition nécessaire.

En résumé :
LE P.S.U. APPELLE A LA MANIFESTATION DU 24 NOVEMBRE.
(Secteur Femmes)

EMPLOI DES FEMMES

Le secteur Femmes, dans sa réunion du 7 octobre, a décidé du principe de réunions régionales.

Il existe un travail du secteur Femmes à propos de l'emploi des femmes qui reste assez général. Nous éprouvons le besoin de l'amener dans des situations concrètes : régions, branches, etc. sans oublier qu'en ce qui concerne les femmes, parler d'emplois nécessite de parler de toutes celles qui ne sont pas actuellement sur le marché du travail : les chômeuses, les femmes au foyer.

Il y a donc rencontre entre les propositions du secteur Femmes et celles d'une campagne d'alternatives régionales pour l'emploi. C'est le sens de la candidature de la camarade du secteur Femmes aux travaux de la C.N.E.

Nous pensons tester ce travail, qui doit prendre une ampleur nationale, dans les fédérations de la région lorraine.

Une commission de travail se met en place entre des camarades du secteur Femmes de cette région et le secrétariat national ; elle se propose de présenter un premier état de son travail à la prochaine C.N.E., et de le faire connaître dans les autres régions aux camarades du secteur Femmes.

Immigrés

P.S.U. DOC sur les immigrés ?

Refaire un P.S.U. DOC sur les immigrés (le dernier datant de 70) nous paraît indispensable pour que le parti se sente un peu plus concerné par leurs problèmes et que chacun soit mieux outillé pour y répondre.

Au programme : qui sont-ils ? La législation. Les luttes (Sonacotra, expulsions, entreprises...). Les mouvements autonomes (qui sont-ils ? Quelles expériences de travail en commun ?). Les femmes. La 2^e génération...

C'est le moment de faire connaître (rapidement) vos expériences et vos réflexions sur ces thèmes ! (textes à envoyer rue Borromée, secteur immigrés).

Le comité local (Paris 7^e) de la pétition « pour une autre politique de l'énergie » vient de rendre publique une première liste de 50 signataires. Pour préparer un meeting sur l'énergie, il invite à une réunion le mardi 6 novembre 1979 à 12 h 30 aux Temps Présents (68, rue de Babylone).

Les signatures doivent être adressées à l'Union locale des consommateurs (42, rue Fabert, Paris 7^e).

CALENDRIER POLITIQUE

SECTEUR ÉTUDIANTS SECTEUR JEUNES

organisent un week-end national commun les samedi 24 et dimanche 25 novembre pour faire le point sur la situation dans notre grand parti et relancer l'action et la réflexion du P.S.U. dans les lycées, facs, collèges, etc.
Nous proposons l'ordre du jour suivant :
Samedi matin : débat sur la jeunesse en commun : analyse sociale, points communs...

Samedi après-midi : commissions : autonomie (problème de fric, famille...), sexualité, drogue, armée, culture (musique...) et militantisme...

Samedi soir : bal - rock (en principe).
Dimanche matin :

● ÉTUDIANT

— analyse de la situation à l'université ;
— bilan de l'activité du P.S.U. depuis 75 (apporter vos documents) ;
— propositions pour militer à l'université ;

● quel système de formation proposons-nous ?

● quelle pratique politique aujourd'hui pour le P.S.U. ?

● LYCÉEN

— même chose mais remplacer université par lycée. Tout ou partie de cette journée pourra d'ailleurs être commun.

Toute suggestion, contribution, critique seront les bienvenues pour préparer ce week-end.

Alors à vos plumes.

Les secteurs (étudiants et jeunes) parisiens.

P.S. L'hébergement et le remboursement des frais de transport sont assurés.



la loi Veil, comment agir pour le droit à l'avortement ;

— les oppressions sexuelles ;

— comment le P.S.U. se situe par rapport au mouvement des femmes.

IMMIGRÉS

● Réunion de la commission Immigrés de la Région parisienne.

● Mardi 6 novembre 79 à 19 heures.
(9, rue Borromée, 75015 Paris).

TEXTE (ESSONNE-BOULOGNE)

● Réunion le vendredi 16 novembre, à 19 heures (9, rue Borromée, 75015 Paris) pour préparer collectivement l'intervention que nous ferons au Havre. Bouffe et hébergement prévus.

UTRECH : 2^e CONFÉRENCE DES SOLDATS SYNDICALISTES D'EUROPE

Le premier week-end de novembre se tiendra à Utrecht (Hollande) la deuxième Conférence européenne des syndicats et organisations para-syndicales des soldats. Cette réunion doit permettre de structurer une organisation européenne capable de mener des luttes sur les revendications communes à tous les soldats d'Europe (transports, conditions de vie et de travail,

droits démocratiques). Comme lors de la réunion de Malmoë (Suède), la France fera figure de pays le plus réactionnaire, le plus conservateur. Les discours giscardiens sur la société libérale ne masquent pas le fait que les soldats Français n'ont aucun des droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens, alors que dans la quasi-totalité des autres pays, les soldats — par la lutte — ont conquis une partie de ces droits. L'importance de cette Conférence pour le mouvement des soldats Français exige que les choses soient claires, et I.D.S. (Information pour les droits du soldat) qui a dû faire face à diverses « petites manœuvres » a fait la mise au point ci-dessus. I.D.S. sera l'organisation française représentant à Utrecht la tendance syndicale du mouvement des soldats.

GERMINAL N° 18 EST PARU

● Passer commande à GERMINAL : 57, bd de la Motte, 21800 Quetigny. 2 F l'exemplaire pour toute commande groupée (abonnement 1 an : 10 F).

SON DOSSIER : LES PAYSANNERIES FRANÇAISES.

AVORTEMENT

● mardi 6 novembre 1979 à 20 h 30
(21, rue des Malmaisons, 75013 Paris - métro : Porte de Choisy).

● Réunion : LE DROIT A L'AVORTEMENT. Projection du film réalisé par le centre d'I.V.G. de Massy.

Débat :
— après la reconduction de

APPEL AUX SOLDATS, AUX COMITÉS DE SOLDATS

Les organisations syndicalistes de soldats signataires de la déclaration de Malmoë, dont Information pour les Droits du Soldat pour la France, co-organise avec les syndicats de soldats de 9 pays d'Europe la 2^e Conférence syndicale qui se tiendra les 3 et 4 novembre prochains à Utrecht aux Pays-Bas.

Quelques mois après la première rencontre de soldats « ailleurs que sur les champs de bataille », les syndicalistes aux armées se réunissent de nouveau pour mettre en place une Association européenne des Organisations Syndicalistes de Soldats. C'est l'instrument dont ils ont besoin pour imposer à leurs gouvernements la réalisation de leurs objectifs fondamentaux : être des citoyens sous l'uniforme, jouir de l'ensemble des libertés constitutionnelles et des droits démocratiques et réduire ainsi jusqu'à sa disparition le fossé qui sépare la forteresse militaire de la société civile.

Nous, appelés et engagés, soldats, marins et aviateurs, partisans du syndicat de soldats et membres d'I.D.S., travaillant dans le mouvement multiforme des soldats dans les forces armées françaises, appelons les comités, les regroupements divers et l'ensemble des soldats à préparer cette échéance, à en discuter collectivement et à prendre contact avec I.D.S. pour débattre ensemble de la participation de tous à la Conférence d'Utrecht.

Depuis sa création en 1974, I.D.S. lutte pour la création d'un syndicat d'appelés et d'engagés soutenu et solitaire des organisations de travailleurs et de jeunesse. De ce fait, I.D.S. en tant qu'organisation syndicaliste unitaire et nationale a largement contribué aux étapes décisives du mouvement des soldats de notre pays. C'est à ce titre qu'I.D.S. participe à la mise en place d'une organisation européenne des organisations syndicalistes de soldats.

Néanmoins I.D.S. n'a jamais cherché à parler en nom et place des soldats, des comités et des divers regroupements. Dans le mouvement des soldats, I.D.S. agit en tant que tendance syndicale organisée nationalement pour que les comités en jouant le rôle de sections syndicales aident les soldats à lutter à visages découverts et à s'auto-organiser en élitant librement leurs délégués.

C'est pourquoi nous mettons en garde contre toutes les tentatives de pseudo coordination nationale du mouvement ou de délégation auto-proclamée des comités de soldats qui dans les conditions actuelles ne pourraient que revêtir un caractère manipulateur dans le seul but de se faire représenter à Utrecht sans que les soldats et les comités en aient réellement débattu.

L'expérience des soldats d'Europe, leurs traditions d'organisation internationale.

Mais cette Conférence ne saurait être limitée à la seule présence des soldats ; les droits et libertés dans l'armée concernent l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques, c'est pourquoi la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. ont été invités à participer aux travaux de cette Conférence.

Notre lutte en sortira renforcée car elle disposera d'une Association qui agira au niveau international.

des soldats membres d'I.D.S. et militants dans les comités de soldats

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE PROGRAMME 1979-1980 Cinquième année

Le Centre Populaire de Formation Socialiste reprend ses activités. Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, il se propose de poursuivre la formation et les débats qu'il a engagé il y a quatre ans sur les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Deux cycles sont proposés cette année. Les séances auront lieu le mardi, de 20 heures à 22 heures (au F.I.A.P., rue Cabanis, Paris 13^e).

— Premier cycle : crises des sociétés de l'Ouest et de l'Est.
● Mardi 6 novembre : crise des structures (par M. Mousel).
● Mardi 13 novembre : crise des valeurs (par Henri Le-febvre).

● Mardi 20 novembre : crise de la social-démocratie (par Victor Fay)
● Mardi 27 novembre : crise du mouvement communiste (par Serge Depaquit)
● Mardi 4 décembre : bilan du stalinisme (Jean-Marie Demaldent)
● Mardi 11 décembre : Faillite de l'internationalisme prolétarien (par Yvan Crépeau).
● Mardi 18 décembre : les tentatives de l'Euro-Communisme (par Christine Bucj-Glucksman)

— Deuxième cycle : la perspective autogestionnaire.
● Mardi 8 janvier : fondements de l'idée d'autogestion.
● Mardi 15 janvier : autogestion et expérimentation sociale.
● Mardi 22 janvier : autogestion et mouvements sociaux.
● Mardi 29 janvier : autogestion et planification.
● Mardi 5 février : autogestion et démocratie.
● Mardi 12 février : autogestion et socialisme.

Le nom des animateurs des séances du deuxième cycle seront publiés très prochainement.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à : Centre Populaire de Formation Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

NOM :
Prénom :
Adresse :
S'inscrit au premier cycle
au deuxième cycle
aux deux cycles
Règlement joint : 1 cycle : 60 F
2 cycles : 100 F
Chèque bancaire
C.C.P.
A l'ordre de C.P.F.S., C.C.P. 15 307 - 39 C Paris.

SUPPRIMER LES TRIBUNAUX MILITAIRES

A l'initiative du Parti Radical Italien et avec des groupes des Alpes-Maritimes, le P.S.U., les Amis de la Terre, le Groupe d'Action Non Violente ont fait une manifestation silencieuse au Palais de Justice le 25 octobre à 18 heures pour demander la libération de Jean Fabre, du Conseil International des Résistants à la Guerre et de tous les insoumis et objecteurs de conscience emprisonnés par les tribunaux militaires.

Nous réclamons la suppression des Tribunaux permanents des Forces Armées, justices d'exception devant lesquelles les insoumis passent en jugement. Nous réclamons le droit de manifester et la liberté d'expression.

Les groupements s'élèvent contre la manière dont ils ont été expulsés du hall du Palais de Justice et dont un camarade du P.S.U. a été violemment entraîné et jeté dans un car de police puis relâché une heure plus tard.

P.S.U.-Alpes-Maritimes

Communiqué du B.P.

Bien que les pièces fissurées des réacteurs de Gravelines et du Tricastin n'aient pas été réparées ou remplacées, le gouvernement et la direction d'EDF viennent de décider de procéder au chargement en combustible nucléaire de ces deux réacteurs. C'est un risque grave qui est ainsi pris sur la sécurité des travailleurs et de la population concernés.

Le P.S.U. renouvelle son opposition à ces décisions. Avec d'autres organisations, il prendra très prochainement les initiatives d'action qui s'imposent.

B.P. — 25 octobre 1979 ■

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Régis Cograne

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.
(1) Cocher la case correspondante.

XX^e ANNIVERSAIRE DU P.S.U.

La commission XX^e anniversaire attend toutes vos idées et initiatives. Dans le cadre de la préparation nous recherchons tout ce qui peut contribuer à un dossier historique. Bien sûr tout matériel prêt sera restitué à son propriétaire.

- photos (noir-blanc, couleur)
- diapositives
- interviews
- affiches
- tracts
- anecdotes ou histoires...

Nous attendons de vos nouvelles, pour tout contact : Gilles Marsauche, Commission 20^e Anniversaire, 9 rue Borromée, 75015 Paris.